

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

PREFECTURE
DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

ALIZÉ LOGISTIQUE
Route de Pont de Vaux
71290 - CUISERY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° 2014100-0013

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1993 autorisant la société ALIZÉ LOGISTIQUE à exploiter un entrepôt situé sur la commune de Cuisery, au lieu-dit « Bois Bernoux » ;

VU la capacité de l'entrepôt de 160 000 m³ ;

VU l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Annexe I) ;

VU l'article 2-2-10 de l'arrêté du 15 avril 2010 qui dispose : « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté » ;

VU l'article 2-2-14 de l'arrêté du 15 avril 2010 qui dispose : « L'installation respecte les dispositions de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées » ;

VU l'article 2-4-8 de l'arrêté du 15 avril 2010 qui dispose : « En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux » ;

VU les constatations effectuées par l'inspecteur de l'environnement lors de la visite en date du 6 février 2014 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 mars 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'étude du risque foudre n'a pas été présentée ;

CONSIDERANT qu'aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé depuis 3 ans ;

CONSIDERANT que le gardiennage de l'entrepôt n'est pas systématiquement assuré en dehors des heures d'exploitation du stockage ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à engendrer des atteintes à la sécurité et à l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ALIZE LOGISTIQUE de respecter les prescriptions de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

AR R E T E

ARTICLE 1 :

La société ALIZE LOGISTIQUE dont le siège social est situé route de Pont de Vaux, 71290 CUISERY, est mise en demeure, pour son établissement situé au Bois Bernoux à Cuisery, de respecter **avant le 1^e juillet 2014** les dispositions des articles 2-2-10, 2-2-14 et 2-4-8 de l'annexe I de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- le bon fonctionnement des portes coupe-feu est assuré ;
- un exercice de défense contre l'incendie est mis en œuvre ;
- l'étude du risque foudre est réalisée ;
- le gardiennage de l'entrepôt est systématiquement assuré en dehors des heures d'exploitation du stockage.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus par l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage des ces décisions.

ARTICLE 4 :

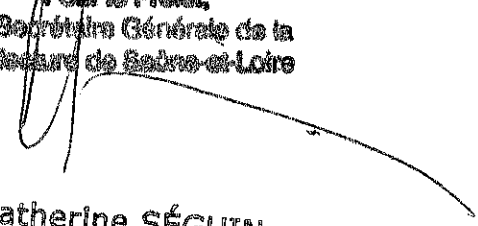
Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète de Louhans, M. le maire de Cuisery, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ALIZE LOGISTIQUE et dont copie sera adressée à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 10 AVR. 2014

Le Préfet

~~Pour le Préfet,~~

La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire



Catherine SÉGUIN